

M. HARTT: L'Empire britannique a été le plus grand centre financier du monde jusqu'à l'avènement des socialistes.

M. ZAPLITNY: Je disais tout à l'heure mon regret de n'avoir pas été présent au moment où l'honorable député de Cartier (M. Hartt) a formulé ses observations. J'espère qu'il ne va pas les répéter à mon intention.

M. HARTT: Ce ne serait pas sans utilité.

M. ZAPLITNY: Voici mon cinquième point, et, à mon sens, le plus important: la socialisation des monopoles. Pourquoi? Parce que, tout d'abord, le premier ministre dans son discours du 2 février a laissé entendre que la situation à l'égard des prix n'était pas due aux coalitions et aux monopoles comme c'était le cas en 1934, au moment où on proposait la constitution d'un comité chargé d'enquêter sur les écarts de prix. Il a voulu démontrer que la situation actuelle est différente, mais à vrai dire nous savons qu'à l'heure actuelle, et surtout depuis la fin de la guerre, il y a tendance pour les coalitions et les monopoles à affermir leur position. Elles ont en effet la haute main sur les sources de distribution. Là où il y a pénurie, toute société ou entreprise maîtresse de la distribution a une occasion merveilleuse d'écarter ses concurrents et de former un consortium ou une coalition en vue d'accaparer le marché.

M. SMITH (Calgary-Ouest): L'honorable député dit-il que quelqu'un l'a fait, ou tout cela est-il purement théorique?

M. ZAPLITNY: Que l'honorable député se donne la peine de consulter le rapport du commissaire chargé d'appliquer la loi des enquêtes sur les coalitions ou encore la *Gazette du Travail* et il y trouvera des preuves à cet effet.

Pourquoi proposer la socialisation comme remède? D'aucuns, se fondant sur l'existence de la loi des enquêtes sur les coalitions, se demandent comment il se fait que nous n'arrivions pas à briser les monopoles et à remettre la libre concurrence en honneur? J'ai sous la main un extrait du rapport de la Commission royale sur les écarts de prix, de 1934. Il est tiré de la page 50 sous le titre "Interdiction des monopoles et maintien de la concurrence obligatoire". Voici une déclaration qui donne à réfléchir:

Il est cependant possible de démêler l'écheveau des diverses parties constitutives de la Standard Oil Company, mais il est douteux que ces filiales puissent être contraintes à pratiquer la concurrence.

Nous savons parfaitement qu'aucun monopole ni aucune coalition contrainte par la loi d'indiquer ses filiales, ne peut être amené à

[M. McKay.]

se faire concurrence à soi-même sous le régime de l'entreprise privée. C'est absurde. Un autre fait nous a été dévoilé en 1937 par le comité d'enquête sur les instruments aratoires. Dans son rapport à la Chambre ce comité a déclaré:

L'absence de concurrence dans cette industrie, comme dans un grand nombre d'autres, constitue l'un des grands problèmes du monde économique moderne.

Il a ajouté:

Aux yeux des membres des conseils d'administration, la concurrence n'est pas un état de choses satisfaisant et le désir d'y échapper a été l'une des causes principales de la formation de puissantes sociétés par la fusion de petites entreprises déjà existantes.

Cela nous démontre en termes non équivoques qu'il est impossible de transformer un monopole en une institution d'entreprise libre. Vous pouvez le démembler par une loi mais non l'obliger à la concurrence car le même cycle recommencera, une nouvelle fusion s'opérera et la rivalité, pour ce qui est des prix, sera de nouveau érudée. Cela n'est que naturel car, sous le régime capitaliste, les hommes d'affaires, qui tentent de réaliser des bénéfices aussi élevés que possibles, se livrent à toutes les manœuvres commerciales connues, dont l'une consiste à se débarrasser des concurrents. Ainsi fonctionne normalement le capitalisme. Il est inutile de le nier: c'est un fait. Aucune loi ne peut faire d'un monopole une entreprise de concurrence. On n'y réussira pas. La seule façon de mater efficacement ces établissements est de les étatiser de façon que tous les bénéfices ou surplus soient versés dans le trésor public. Du reste, c'est ce que nous avons fait dans une certaine mesure au Canada.

Une VOIX: Réalisez-vous des bénéfices en Saskatchewan?

Une VOIX: La Saskatchewan se tire très bien d'affaires.

Une VOIX: Quels résultats donne la manufacture de chaussures?

Une VOIX: Quel est le prix de la brique?

M. CRUICKSHANK: Avez-vous assez de boîtes?

M. BENTLEY: Oui et nous pourrions même ensevelir quelques libéraux dans celles qui nous resteront.

M. ZAPLITNY: Je suis content de voir que ce que j'avais à dire ait soulevé un débat aussi animé, car nous sommes en présence de problèmes qu'il faut discuter. Toutefois, le temps passe. Sachons nous rendre compte de ce que les journaux et l'opinion nous ont fait